

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Lee: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Si le député veut bien se donner la peine de regarder cet article, il constatera qu'il est daté de 1975.

J'étais parfaitement d'accord à l'époque avec les propos que le député me prête en 1975, mais par suite des interventions des députés d'arrière-ban du parti libéral et de l'influence qu'ils exercent auprès de la trésorerie, depuis 1975, le gouvernement n'a pas cessé de maintenir le niveau de ses dépenses en deçà du taux de croissance du produit national brut. En août dernier, le gouvernement a annoncé un programme d'austérité fort honnête. Le gouvernement a déclaré qu'il réduirait ses besoins financiers de 500 millions de dollars durant l'exercice en cours, puis de 2.5 milliards de plus au cours du prochain exercice. A cause de l'influence de députés comme moi, voilà le genre de mesures que prend le gouvernement. Le député a fait exprès de ne pas donner la date de cet article.

M. McKenzie: Monsieur l'Orateur, la date figure au bas de l'article. Pour la gouverne du député de Vancouver-Est, je lui ferai remarquer que c'était le 29 septembre 1975. Si ces déclarations étaient valables alors, elles le sont certainement davantage aujourd'hui. Il parle d'un programme d'austérité. Si le gouvernement poursuit un programme d'austérité, pourquoi veut-il emprunter 17 milliards de dollars?

● (1742)

Le député a ajouté que c'était non seulement nécessaire mais aussi indispensable pour nous permettre de juguler l'inflation et que, compte tenu de la conjoncture, le gouvernement ne se serrerait pas assez la ceinture. Si sa déclaration de 1975 traduisait véritablement sa pensée, je vois mal comment il peut rester de l'autre bord dans la situation actuelle.

Nous avons eu une série de ministres des Finances qui nous ont menés à un fiasco complet, le pire de tous étant sans doute John Turner. Sous son mandat, les dépenses fédérales ont plus que doublé. Il a été remplacé par M. Macdonald qui a vainement essayé de réparer le gâchis et qui a fini par démissionner. Il faut croire qu'il n'a pas causé suffisamment de dégâts puisqu'il continue à faire ici et là des déclarations. Récemment, il a dit à New York que les attaques personnelles contre le premier ministre risquaient de polariser l'opinion publique au Canada et de détruire la Confédération. Je voudrais rappeler que c'est le premier ministre lui-même qui a changé le Règlement en 1968; il n'est pas le genre d'homme qui accepte de rendre des comptes au Parlement ou aux Canadiens.

Également, les fonctionnaires, que ce soit au niveau municipal, provincial ou fédéral, sont désireux de simplifier la comptabilité pour que l'on n'examine pas de trop près les dépenses. Avant 1968, il y avait environ 450 postes où l'on détaillait la comptabilité de chaque ministère fédéral; on pouvait savoir ce qui se passait. On est maintenant passé à 160 postes. Lorsqu'on examine le budget de chaque ministère, on se rend compte que les crédits sous la rubrique «Autres» ont augmenté de trois millions de dollars et ceux sous la rubrique «Divers» de cinq, et d'autres sottises du genre.

L'article que j'ai mentionné plus tôt se poursuit ainsi:

M. Macdonald, qui a quitté le cabinet Trudeau il y a un peu plus d'un an, accuse le Canada anglais d'avoir «des préjugés énormes» contre le premier ministre parce qu'il est canadien-français.

[M. McKenzie.]

C'est absolument faux. Ce qui nous préoccupe, c'est la façon dont le gouvernement a dépensé l'argent des contribuables et dirigé l'économie du pays. Le premier ministre précédent, M. Pearson, a ouvert le bal en janvier 1963. Nous avons critiqué le gouvernement alors, et pourtant M. Pearson était anglophone. Aussi, cela n'a rien à voir avec la nationalité du chef du gouvernement. M. Macdonald a dit des âneries, et il ne convaincra personne dans l'Ouest ou ailleurs en racontant des balivernes pareilles.

Dennis Braithwaite est tombé juste dans un article paru récemment dans le *Star* de Toronto. Il a dit que les libéraux réclament à grands cris le retour de John Turner et le départ de l'actuel premier ministre. M. Macdonald, dans sa déclaration à New York, n'a rien dit au sujet des candidats libéraux au Manitoba qui veulent se défaire du premier ministre. Veulent-ils le faire parce qu'il est canadien-français? Pourquoi M. Macdonald n'en a-t-il pas soufflé mot? Ils se chamaillent au Manitoba.

M. Martin: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Nous sommes en train d'étudier le bill C-7 dont la Chambre est saisie en ce moment. Je ne vois rien dans les observations du député d'en face depuis quelques minutes qui ait trait, même de loin, au bill. Je me demande si vous pourriez le lui signaler, monsieur l'Orateur.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Je conseille au député de revenir au bill C-7.

M. McKenzie: Monsieur l'Orateur, ce projet de loi porte sur l'emprunt de sommes considérables. Si le gouvernement actuel était conscient de ses responsabilités, il ne nous aurait même pas présenté un tel projet de loi. C'est pourquoi j'insiste sur le fait que le parti libéral est déchiré par de violentes querelles à propos de son chef actuel et que ces querelles sèment la confusion dans le pays tout entier. De toute apparence, les libéraux sont bouleversés, et je les comprends, étant donné que le premier ministre n'a plus son gouvernement en main et qu'il a permis à tous les ministres de gaspiller à leur guise les deniers des contribuables. La grande ambition des libéraux, c'est de faire une percée dans l'Ouest lors des prochaines élections fédérales. Je pense bien que leurs candidats ne pourront pas se prévaloir de la loi sur les dépenses électorales, tout comme ce fut le cas pour le candidat du parti libéral dans la circonscription de Burnaby-Richmond-Delta. Il n'a pas obtenu 15 p. 100 des voix; il en a eu moins de 10 p. 100 en réalité; par ailleurs, 51 candidats libéraux ont perdu leur dépôt au cours des élections qui se sont déroulées en Saskatchewan. Il est donc bien compréhensible que personne ne veuille être candidat pour le parti libéral dans l'Ouest.

J'aimerais vous citer un autre exemple qui vous montrera ce qui ne va pas au Canada et qui vous prouvera que nous sommes dirigés par des incapables. On veut stimuler l'esprit d'entreprise et la production de biens manufacturés au Canada. Je vais vous lire un article à propos d'un monsieur qui habite la Saskatchewan qui quitte le Canada parce qu'il n'y a pas d'avenir pour lui chez nous, parce qu'il en a assez d'Ottawa. Cet article est intitulé: «Déçu d'Ottawa, un inventeur mécontent met le cap sur le sud». La personne en question demeurait à Ebenezzer, en Saskatchewan. Voici ce que dit l'article: